

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MICHEL AUGÉ-LARIBÉ

Chronique de statistique agricole

Journal de la société statistique de Paris, tome 85 (1944), p. 271-276

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1944__85__271_0

© Société de statistique de Paris, 1944, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

IV

CHRONIQUE DE STATISTIQUE AGRICOLE

MÉTHODES — CRITIQUE DES RÉSULTATS — AMÉLIORATIONS POSSIBLES INCERTITUDE DES ÉVALUATIONS RÉCENTES

Les statistiques agricoles ont été, elles aussi, des victimes de la guerre. Elles ont beaucoup souffert dans leurs délais de publication et surtout, c'est plus grave, dans leur valeur d'approximation, par conséquent dans le crédit qu'elles peuvent mériter.

La dernière statistique agricole annuelle publiée est celle de 1941. Celle de 1942 n'est encore que composée, mais non tirée, à l'Imprimerie Nationale et on ne peut pas prévoir quand elle paraîtra. Celle de 1943 est à l'état de manuscrit. Pour celle de 1944, tous les éléments ne sont pas encore parvenus à l'Administration centrale. Il n'est pas nécessaire de dire comment s'expliquent et s'excusent de tels retards. Chacun sait ce qu'ont été les difficultés, puis l'arrêt complet des communications, les difficultés, puis l'arrêt des travaux d'imprimerie pour des raisons multiples.

Il n'est donc pas possible de donner dès maintenant, comme le souhaitait la Société, des commentaires sur les principales données relatives à la dernière année écoulée et des comparaisons avec les années antérieures pour la France et les pays étrangers.

Profitons de ces retards pour transformer le sujet de la chronique qui devait être inaugurée cette année : elles ne sera qu'une introduction aux chroniques des années à venir. Il n'est d'ailleurs pas inutile d'expliquer à quelles difficultés se heurte l'établissement des statistiques concernant les récoltes et les effectifs des animaux, quelles sont les méthodes successivement employées pour obtenir quelques résultats et ce que valaient ces résultats.

Pour simplifier beaucoup, disons qu'il y a eu cinq méthodes successives et qu'on en prépare une sixième. Il y a eu la méthode Vauban, la méthode Napoléon, la méthode Louis-Philippe, celle de la III^e République, celle de la période d'occupation; il y en aura peut-être une autre.

Vauban qui fut chez nous le premier à essayer d'organiser une statistique agricole eut recours à un procédé rudimentaire qui nous fait sourire. Il imagina de délimiter dans une

province de l'Ouest quelques lieues carrées et d'en mesurer les diverses catégories d'utilisation du territoire. On y trouva :

	En arpents	En hectares	En %
Terres arables	2.706	1.142	57,8
Vignes	300	126	6,4
Pâturages	500	211	10,7
Bois	600	252	12,8
Maisons, jardins, parcs.	252	106	5,4
Étangs, marais	16	6	0,3
Rivières, chemins	80	33	1,6
Communaux, terres vagues ou incultes	236	99	5,0

Ce sont ces rapports, établis Dieu sait comment, sur moins de 2.000 hectares, qu'il appliqua à la surface totale du royaume déterminée planimétriquement. Il en déduisit l'importance totale des récoltes et la valeur du revenu total en multipliant des moyennes de rendements et de prix unitaires. Toute cette conception reposait sur l'hypothèse, inadmissible, que l'échantillon étudié était représentatif du territoire total. Tout ce que l'on en peut dire, et encore n'est-ce pas certain, c'est que cela valait peut-être mieux que rien.

La méthode Napoléon, qui a été utilisée depuis le gouvernement consulaire jusqu'à 1813, est une amélioration parce qu'elle repose sur des questionnaires adressés aux préfets. Ce grand utilisateur de statistiques qu'a été Napoléon n'avait pas cependant pensé qu'il est plus difficile de compter des hectares ou des sacs de grains que des soldats et des boulets. Il ne suffit pas d'être préfet pour connaître « en masse » l'activité agricole d'un département. C'était la méthode des gens de qualité qui savent tout sans avoir jamais rien appris.

Avec Louis-Philippe, un grand pas est fait vers une meilleure approximation parce qu'on porte le questionnaire jusqu'à l'échelon communal, parce que le cadastre, qui peut servir de guide, est terminé dans la plupart des communes et parce qu'il est récent. La Statistique dite de 1840 a été mise en route plusieurs années avant : « En décembre 1833, M. Thiers, ministre du Commerce, fit distribuer aux Chambres un volume des documents anglais en annonçant qu'il se proposait de publier sur un autre plan un recueil complet de la statistique de la France. M. Duchâtel réalisa cette pensée et publia le volume d'essai qui fut soumis au Roi en 1835. » C'est Moreau de Joannès qui a eu le mérite d'organiser cette première enquête méthodique et la sagesse d'en présenter les résultats avec les réserves qui convenaient. Certainement, on peut admettre qu'elle a été faite avec soin et qu'elle n'est pas mauvaise. Mais il faut savoir qu'elle ne donne pas la situation d'une année, de l'année 1839; elle veut exprimer « la production d'une année commune », telle que croyaient la connaître les maires et les fonctionnaires, autorités sociales, notaires, juges de paix, médecins, qui ont été invités à les aider.

Les enquêtes de 1852 et 1862 ne paraissent pas avoir modifié cette méthode d'enquête au jugé, et pas davantage les premières statistiques annuelles, assez sommaires, qui ont commencé à paraître vers 1875 pour les céréales et les pommes de terre, puis un peu plus complètes, après 1881, quand le ministère de l'Agriculture a été séparé du ministère du Commerce. Ce sont toujours des enquêtes communales, retouchées à la préfecture. Leurs défauts, en fait et en méthode, sont les suivants : ceux qui sont chargés de réunir les éléments de base ne comprennent pas bien l'intérêt d'un travail qui, s'il fallait le faire bien, serait absorbant, long et fastidieux; ils croient qu'ils ont avantage à y introduire des inexactitudes; ils savent que leurs erreurs, volontaires ou non, ne seront pas relevées; il n'y a aucun profit pour eux à se donner de la peine et aucune sanction pour les malfaçons, ni même pour l'absence de réponse. Qu'on ait obtenu, dans ces conditions, des résultats approximatifs, même passables ou assez bons, dans un grand nombre de communes, cela fait honneur à l'esprit de débrouillage et au sentiment du devoir des secrétaires de mairie qui, à cette époque, étaient presque toujours les instituteurs. Ce qui est plus grave encore, c'est que le cadre communal présente, à côté d'avantages certains, des inconvénients. Les avantages tiennent au fait que la circonscription communale est assez petite pour que les personnes interrogées sachent à peu près ce qui s'y passe. Les inconvénients résultent de ce que la commune n'enferme pas exactement dans ses limites administratives tous les faits à observer. Les exploitations agricoles dont il faut connaître les surfaces et les productions s'étendent souvent sur plusieurs communes voisines. A supposer que l'on puisse connaître exactement les résultats agricoles de chacune des exploitations ayant son centre (ses bâtiments principaux) dans la commune, le total ne coïnciderait pas nécessairement avec le relevé des surfaces inscrites au cadastre; parfois la différence est très appréciable. Il faudrait donc, si l'on voulait à toute force rester dans le cadre communal, répartir les récoltes et les effectifs d'animaux suivant qu'ils dépendent d'un territoire communal ou d'un autre. On ne peut pas obtenir ces renseignements des exploitants. Dans la pratique, on n'a jamais jusqu'ici cherché à établir des compensations aussi minutieuses.

Les approximations communales n'étaient donc que des informations dont les directeurs de services agricoles se servaient, plus ou moins, pour évaluer les récoltes départementales.

Ils s'en rapportaient d'habitude à leurs impressions personnelles, basées sur des appréciations directes ou de seconde main. S'ils avaient eu, de temps à autre, des informations très sûres, par exemple lors des enquêtes décennales, on aurait pu admettre qu'ils étaient en situation de mesurer avec une approximation suffisante les variations annuelles des surfaces cultivées, des rendements et du cheptel. Mais comme ils n'ont jamais eu des bases d'une valeur indiscutable, tout était flottant et incertain. Ajoutons encore que les directeurs départementaux ont vu leurs obligations professionnelles de toutes sortes dépasser rapidement ce que l'on peut attendre du fonctionnaire le plus zélé, et le plus actif, et que d'ailleurs on ne leur a guère appris dans les écoles où ils ont été formés les méthodes d'établissement ni l'utilité de la statistique agricole. On ne peut donc espérer que les statistiques, fondées sur cette méthode, elle-même imparfaite, d'enquête communale, aient donné des résultats tels qu'ils devraient être pour fournir des bases solides aux études des économistes et aux décisions de ceux qui ont la charge de fixer la politique agricole.

Ceux qui utilisent fréquemment les statistiques annuelles se rendent compte aisément que, si un effort est fait généralement pour bien connaître la situation du blé, les estimations portant sur les surfaces et récoltes des autres céréales, des pommes de terre, etc... sont négligées, parfois présentées avec le cynisme de celui qui ne croit pas à ce qu'il fait. Quand on trouve, pour prendre un exemple, sans nommer le département d'où elle provient, entre 1930 et 1939, cette série des surfaces en seigle : 3.500 hectares, 3.830, 4.000, 4.000, 4.010, 3.990, 4.010, 4.010, 4.000, 3.200, on a bien le droit de dire que celui ou ceux qui en sont responsables n'ont pas été gênés par les scrupules. D'autres, pour bien montrer qu'à leur idée la statistique ne relève pas de l'arithmétique mais de l'intuition, terminent leurs totaux par plusieurs zéros et font de l'approximation aux dizaines et centaines de mille. Pour les récoltes comme pour les surfaces, certains se débarrassent d'un pensum en recopiant les chiffres précédents; ce qui a été bien fait n'est pas à refaire! Trois années de suite, dans tel département, la récolte du seigle se fixe, immuable, à 559.000 quintaux; dans un autre, sur sept années, la récolte des pommes de terre est évaluée quatre fois à 2.950.000 quintaux. Et l'on viendra nous parler encore de l'aléa des récoltes! Le Bureau de la Statistique agricole au Ministère n'a jamais eu et il n'a toujours pas le moyen de pousser bien loin ses contrôles et ses exigences. D'ailleurs, à quoi servirait de critiquer les totaux départementaux si les éléments communaux dont ils sont la somme demeurent inutilisables?

C'est ainsi qu'en 1939, on a essayé d'améliorer l'enquête statistique à l'échelon primaire. Malheureusement, ce changement de méthode a coïncidé avec la période où la France occupée subissait les exigences allemandes. La recherche statistique devait aider à l'organisation systématique du pillage. On ne s'étonnera donc pas que cette cinquième méthode, celle de la période d'occupation, ait fourni des informations plus politiques que scientifiques.

Elle est basée sur les déclarations des producteurs. C'est le système que l'on emploie pour les statistiques industrielles et minières, mais il est d'une application malaisée en agriculture. Le nombre des déclarants, le faible degré d'instruction de la plupart d'entre eux, la complication des questions à éclaircir, le nombre, la diversité et les variations annuelles en nature et en quantité des résultats à mesurer, la quasi-impossibilité d'établir des recoupements et des contrôles automatiques, la croyance bien enracinée dans les têtes paysannes que mentir au fisc et à la statistique n'est point péché, l'inexistence de sanctions pratiques contre les fausses déclarations auraient rendu, en temps normal, l'application du système fort difficile. Dans une période où l'on avait raison de penser que faire connaître des ressources c'était provoquer des réquisitions, les déclarations ont été inévitablement faussées, toutes minorées. L'égoïsme et la solidarité nationale, la méfiance et l'amour du gain poussaient les inexactitudes dans le même sens. Le rôle de l'Administration centrale n'était plus que d'empêcher de mentir au delà du vraisemblable. Il fallait tromper l'ennemi; on l'a bien trompé. Les statistiques de 1940 à 1944 ne pourront être utilisées pour des travaux scientifiques qu'avec beaucoup de scepticisme et un sens critique sur ses gardes.

« Tel, comme dit Merlin, cuyde engeigner autrui, qui souvent s'engeigne soi-même. » Il est résulté de tous ces truquages que nous ne savons plus nous-mêmes où nous en sommes. La France libérée n'a plus aucune indication convenablement approchée pour évaluer ses capacités de culture et de ravitaillement, fixer les livraisons des producteurs, répartir les ressources entre les consommateurs, mesurer ses désastres, préparer sa résurrection. Du moins cette douloureuse expérience nous aura appris que des déclarations individuelles ne sont utilisables que si elles ont été contrôlées. C'est ainsi qu'il faut envisager une sixième méthode, celle des déclarations surveillées.

Deux conditions sont, en effet, nécessaires pour obtenir des statistiques à peu près convenables : d'abord que les questions posées soient précises, clairement définies; ensuite que les réponses soient faites par ceux qui sont en situation de les donner, sinon tout à fait exactes, au moins sincères et approchées. Pour cela il faut que l'Administration précise ses définitions et évite tout malentendu entre celui qui interroge et celui qui répond.

La première condition aurait été remplie, cette année, si le Bureau de la Statistique avait pu tenir les réunions d'experts qu'il avait organisées pour étudier l'amélioration des méthodes d'information. Mais les difficultés des voyages, les batailles de la Libération et le départ de M. J.-B. Chombart de Lauwe aux armées ont interrompu ces études. Elles seront reprises le plus tôt possible.

Quant à la seconde, elle nécessitera un gros effort d'éducation pour que les producteurs agricoles comprennent qu'ils ont intérêt à laisser connaître au Gouvernement la situation de l'agriculture. Il faudra en même temps trouver les moyens matériels de simplifier la tâche matérielle de leurs déclarations. Ce n'est pas très facile. Cela suppose l'appui de l'organisation professionnelle qui est en voie de reconstitution, après l'échec de la Corporation paysanne. Le moyen auquel on a songé comporte la tenue — sauf peut-être dans la très petite culture — d'un carnet d'exploitation qui a pour objet de renseigner les cultivateurs, aussi bien que l'Administration, sur les changements apportés à la structure de leur entreprise et sur les résultats annuels de leur travail. Pour la plupart, dans un pays où on n'a guère compris jusqu'ici l'utilité de la comptabilité agricole, les cultivateurs doivent être aidés. Et, pour ce faire, de nouveaux agents sont nécessaires. On les appelle, faute d'un meilleur terme, des contrôleurs. En fait, ils devraient être non des inspecteurs de police redoutés mais des conseillers inspirant confiance aux cultivateurs, des moniteurs complétant sur un point spécial l'œuvre de propagande éducative des directeurs de services agricoles, des infirmiers de l'économie agricole qui, pour que le médecin puisse établir un diagnostic assuré et proposer des remèdes, font avant son arrivée quelques observations.

Malheureusement, intervient ici le ministère des Finances avec deux préoccupations contradictoires. Il voudrait bien avoir des renseignements pour s'en servir au profit du fisc. Il ne paraît guère disposé à engager des dépenses pour que ces renseignements soient obtenus dans de bonnes conditions. La Direction du Budget s'arc-boute des quatre pieds sur le chemin en pente où elle s'est engagée quand elle a consenti à donner une très modeste indemnité aux secrétaires des mairies pour les travaux de statistique. C'est, dans ses services, un principe traditionnel que la préparation de la statistique agricole ne doit rien coûter que des frais de matériel et d'impression. Les gens des campagnes ne sont-ils pas « corvéables »? Cependant, il a bien fallu avouer qu'à faire exécuter la statistique pour rien, nous en avons eu... pour notre argent. Le ministère de l'Agriculture essaie de le faire comprendre au ministère des Finances. Il n'y est pas parvenu du premier coup, mais il n'est pas découragé. On peut donc encore espérer que d'ici quelques années, nous aurons les résultats de la sixième méthode française d'enquête sur l'activité agricole et que cette fois ce sera la bonne.

* * *

Il ne suffit pas d'avertir que les statistiques agricoles de 1940 à 1944 (inclus) — et ce sera peut-être encore vrai pour celle de 1945 — ne doivent être utilisées qu'avec une extrême méfiance. Il faut essayer d'avertir les usagers des précautions qu'ils ont à prendre s'ils veulent s'en servir, faute de mieux.

Tout d'abord, ils doivent savoir que, dès 1939, les résultats globaux ne comprennent pas les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, il est inutile de dire pourquoi. C'est donc 1.457.680 hectares qui sont retirés du territoire observé, soit 2,64 % du territoire national.

Ce territoire de la France est compté en 1940 pour 55.104.054 hectares, alors qu'il l'était seulement pour 54.404.759 en 1932, parce qu'alors on prenait le territoire cadastré, qui est incomplet, et qu'on a fini par admettre qu'il faut appeler « surface totale » tout le territoire compris entre les frontières. Mais ce territoire ainsi agrandi sur le papier ne s'augmente que de parties non agricoles, estuaires, côtes, glaciers, lacs et peut-être une part de terres incultes. Il est bon de le faire remarquer à ceux qui s'indignent de l'accroissement des parties non cultivées.

Avant de poursuivre la trop longue liste des défauts de nos statistiques agricoles, signalons quelques améliorations dans leur présentation et quelques compléments utiles qui leur ont été apportés. Depuis 1940, elles sont précédées d'une introduction qui explique comment les enquêtes sont exécutées, les renseignements nouveaux que contiennent les publications, les conditions atmosphériques influant sur les travaux et la végétation et entraînant pour une part les variations des récoltes, les conditions économiques de plus en plus difficiles de la production, des comparaisons avec les années précédentes, les principaux changements constatés dans les effectifs d'animaux et les variations des productions animales.

Pour permettre des comparaisons correctes, dans les tableaux ci-dessous les moyennes et les chiffres des années antérieures à 1939 sont indiqués déduction faite des départements d'Alsace et de Lorraine et, pour les années suivantes, tels qu'ils ont été constatés officiellement, ce qui, encore une fois, ne veut pas dire scientifiquement.

Voici d'abord, en milliers d'hectares, les variations des surfaces pour les principales catégories du territoire.

Sous le nom d'oléagineux, jusqu'à 1941 inclus ne sont groupés que le colza, la navette et l'œillette; à partir de 1942 s'y ajoutent tournesol, cameline, soja. Les prairies ne comprennent que les prés naturels, herbages et pacages, mais non les prairies artificielles et temporaires.

Surfaces des principales cultures (en milliers d'hectares).

		BLÉ	SEIGLE	AVOINE	POMMES de terre	BETTE- RAVES industr.	OLÉAGI- NEUX	PRAIRIES	VIGNES
1930-1939	Minimum	4.941,5	600,4	3.197,7	1.304,7	287,0	10	10.768,8	1.503,5
	Moyenne	5.144,3	646,2	3.233,3	1.318,6	315,4	14,3	11.112,3	1.508
	Maximum	5.355,7	715,9	3.365,3	1.343,6	347,2	19,8	11.522,1	1.510,2
1939		4.583,9	603,1	3.202,2	1.278,8	347,5	8,1	11.385,9	1.493,6
1940		4.252,2	514,6	2.681,5	1.061,3	241,5	8,6	11.847	1.470,1
1941		4.364,9	403,4	2.350,5	829,3	239,4	15,1	12.068,6	1.453,1
1942		4.279,5	388,9	2.305,5	726,4	268	45	12.161	1.434,2
1943		4.227,3	402,6	2.315	756,4	253,9	242,1	11.757,5	1.421,9
1944 (1)		4.093,8	379,9	2.208,7	743,9	241	282,4		1.444,6

(1) Pour 1944, renseignements approximatifs et provisoires.

Sans doute, ces chiffres indiquent à peu près les tendances. Il en est cependant qui paraissent très invraisemblables. La très grande diminution des surfaces cultivées en pommes de terre est fortement exagérée.

Il convient aussi de porter attention aux surfaces qui ne sont pas cultivées. Si on les connaissait exactement, on aurait, par déduction du territoire total, un bon moyen de contrôler l'étendue du territoire cultivé et des bois.

La réduction des jachères et des friches en 1943 s'explique plus par une soumission apparente aux ordres des autorités d'occupation que par une remise en culture qui n'était pas possible avec des moyens de production de plus en plus déficients. Il semble probable que l'accroissement du territoire non agricole, en raison des terrains prélevés sur la culture par les utilisations militaires et les destructions, est sous-évaluée.

Surfaces des parties non cultivées (en milliers d'hectares).

	Jachères	Friches, landes et terres incultes	Territoire non agricole	
1930-1939	Minimum	1.658,9	5.012,1	3.368,1
	Moyenne	1.765,0	5.452,3	3.941,3
	Maximum	1.806,8	5.714,6	4.144,8
1939	1.806,8	5.714,6	4.144,8	
1940	2.505,1	6.298,6	4.163,6	
1941	2.596,9	6.593,3	4.371,6	
1942	2.264,9	6.504,5	4.416,4	
1943	1.769,5	5.537,5	4.523,0	

(Les évaluations ne sont pas encore arrêtées pour 1944.)

Malheureusement, ces chiffres sont les plus incertains de tous. On se sert probablement de ces catégories sans intérêt agricole pour faire « cadrer » les résultats des autres catégories. Il est vraisemblable que les réductions des jachères et des friches annoncées en 1942 et surtout en 1943 s'expliquent par l'obligation où les auteurs des statistiques se sont trouvés de donner satisfaction aux exigences allemandes; les agronomes allemands de Paris tenaient beaucoup à faire croire à Berlin que leur propagande auprès des agriculteurs français avait une grande efficacité et que grâce à eux on abandonnait le système de la jachère et on cultivait les terres incultes. A Berlin, on ne se demandait pas comment un pays privé de main-d'œuvre, d'animaux de trait, de machines et d'engrais, volé et pillé, pouvait accroître ses terres en culture.

Les chiffres donnés pour les récoltes sont aussi incertains. Ils sont relevés ici en milliers de quintaux et milliers d'hectolitres pour les vins. La rubrique huiles n'existe dans la statistique que depuis 1937 et jusqu'à 1942 ne concerne que l'huile de colza et de navette. En 1943, le total indiqué ci-dessous comprend aussi les huiles de moutarde (5,6), tournesol (9,8), cameline (1,3), soja (1,0). La production d'huile d'olive qui variait avant la guerre entre 34,6 et 95,8 milliers de quintaux, a passé de 43,8 en 1940, à 22,3 en 1941.

Récoltes (en milliers de quintaux.)

		BLÉ	SEIGLE	AVOINE	POMMES de terre	BETTE- RAVES	HUILES	VINS (Milliers d'hectolitres)
1930-1939	(Minimum)	59.725,6	6.387,7	35.752,6	129.607,5	60.154,4	2,8	42.889,2
	(Moyenne)	78.630,8	7.104,9	45.951,8	145.117,5	89.224,7	2,9	58.663,8
	(Maximum)	97.160,1	8.464,6	54.937,5	159.722,3	90.741,5	3	76.706,4
1939		73.010,2	7.533	52.712,2	132.725,7	115.722,8	3	69.015
1940		50.605,6	5.391,1	32.316,6	102.938,9	50.080,5	4,1	49.427,9
1941		55.766,3	3.616,4	27.002,2	69.473,3	55.968,7	19,6	47.585,4
1942		54.828,8	3.492,1	29.935,5	64.895,1	72.151,4	24,6	35.022,4
1943		63.782	3.429,2	28.128,6	62.256,8	63.155,4	121,4	41.014,6
1944 (1)		58.517,7	3.342,1	24.942,2	69.706,3	54.521,6		42.306,1

(1) Pour 1944, renseignements approximatifs et provisoires

Les chiffres indiqués pour 1944 sont ceux qui ont été fournis en septembre par les premières estimations départementales. Ils seront certainement modifiés par les évaluations définitives faites après les battages à la fin de l'année. Déjà on a eu des raisons de penser que la récolte de blé pouvait être portée à 64,5 millions de quintaux.

Les variations dans les effectifs des animaux et la production du lait paraissent donner assez bien le sens des mouvements qui se sont produits, mais mesurent mal leur intensité.

Effectifs du cheptel (en milliers de têtes).

	CHEVAUX	BOVINS	OVINS	FORCINS	LAIT (Milliers d'hectolitres)	
1930-39	(Minimum)	2.599,9	14.941,3	9.498,9	5.868,9	87.207,4
	(Moyenne)	2.661,4	15.030,8	9.656,5	6.342,8	115.741,2
	(Maximum)	2.820,5	15.340,1	10.082,9	6.712,9	132.180,8
1939		2.122,9	14.188,7	8.947,7	6.379,6	132.180,8
1940		2.114,7	14.380,5	7.696	5.011,1	103.250,9
1941		2.192,7	15.514,6	7.770,5	4.750,2	94.730,5
1942		2.190	15.805,7	7.092,3	4.405,2	82.340,5
1943		2.122,5	14.520,5	6.636	3.660,6	78.619,9

L'augmentation du nombre des bovins à partir de 1941 ne correspond pas à une augmentation de poids parce que les jeunes animaux sont proportionnellement plus nombreux qu'ils ne l'étaient avant 1939. La réduction de la production du lait s'explique à la fois par une diminution du nombre des vaches laitières, par les difficultés d'alimentation pendant des années de sécheresse où les éleveurs n'ont pas disposé de tourteaux et enfin probablement par des dissimulations des quantités réellement récoltées et détournées vers le marché noir.

Les chiffres indiqués pour le lait ne comprennent que le lait de vache mais prétendent indiquer le total du lait produit, y compris celui qui est utilisé pour l'alimentation des veaux. Les moyennes, les minimum et maximum de la période d'avant-guerre ne portent que sur les trois années 1937-1939, production d'Alsace et de Lorraine déduite (en milliers d'hectolitres). Inutile de répéter encore que ces approximations sont très incertaines.

Il convient sans doute de rester sur cette impression que les chiffres des récoltes pendant la période d'occupation ont été minorés. Mais on aurait tort de croire qu'il faut, sauf pour quelques produits, les relever très fortement; les difficultés de la production et les conditions climatiques n'ont pas permis d'obtenir des récoltes voisines des moyennes décennales. On a même des raisons de penser malheureusement que le déficit de la production s'aggraverait encore en 1945 et ne sera pas corrigé avant deux ou trois années.

Michel AUGÉ-LARIBÉ.